

Informations générales

Période	27/02/2026
Date de création du portefeuille	17/05/2024
Devise du portefeuille	EUR
Date de création de la part	17/05/2024
Devise de la part	EUR
Code ISIN	FR001400NQS0
Type de part	C1
Statut juridique	FCP
N° de portefeuille comptable	170097
Valorisation	Quotidienne
Société de gestion	UBS LA MAISON de Gestion
Gérant	UBS LA MAISON de Gestion
Valorisateur	CACEIS Fund Administration
Dépositaire	CACEIS Bank
Durée placement recommandée	3 ans
Heure de centralisation	12:00
Frais de gestion	0,50% TTC max
Commission de surperformance	non
SRI – Summary Risk Indicator	

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

Valeur liquidative

Valeur liquidative	108,52
Actif net	169 643 313,65
Nb de parts	1 563 121,89

Orientation de gestion

L'objectif de gestion de LMDG IG FIX 2028 est d'offrir la performance d'un portefeuille constitué d'obligations de maturité 31 décembre 2028. Le Fonds cherche à profiter de rendements actuariels sur les obligations d'émetteurs privés ou souverains de catégorie Investment Grade (de notation supérieure ou égale à BBB-).

Duration

27/02/2026	2.19
------------	------

Rendement au pire

27/02/2026	2.84
------------	------

Rendement à maturité

27/02/2026	3.35
------------	------

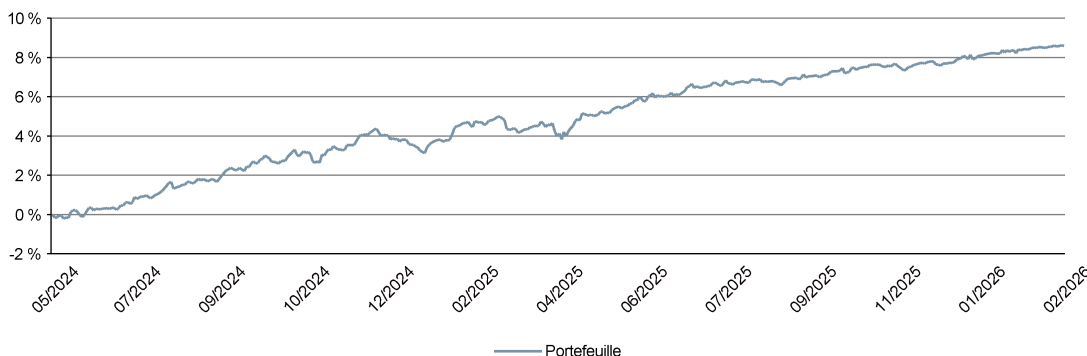
Contact

UBS LA MAISON de Gestion
contact@laimaisondegestion.com
+33 1 53 05 28 00

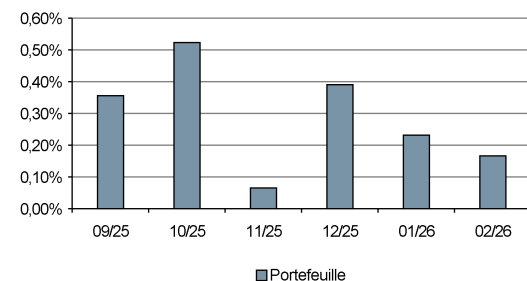
Indicateurs de performance

Performances (%)	1 mois	3 mois	6 mois	Début de l'année	1 an	Origine
Portefeuille	0,17	0,79	1,74	0,40	3,43	8,59

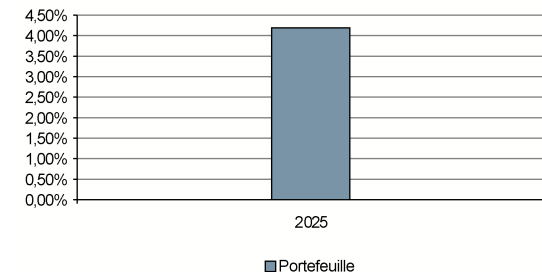
Evolution de la performance



6 derniers mois



6 dernières années



Indicateurs de risque

Indicateur de fréquence	1 an	Origine
Volatilité du portefeuille (%) *	1.42	1.61
Ratio de Sharpe du portefeuille *	0.95	1.42

* Indicateur annualisé

Commentaire de Gestion

Le mois de février a été marqué par une intensification des tensions géopolitiques, une volatilité accrue liée aux décisions de politique monétaire et un environnement macroéconomique contrasté entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie. Les investisseurs ont dû composer avec un ensemble d'incertitudes nouvelles, notamment la décision de la Cour Suprême américaine sur les tarifs douaniers, la détérioration du contexte géopolitique au Moyen-Orient, ainsi que des signaux d'essoufflement de la croissance dans plusieurs économies développées.

L'événement majeur du mois a été la décision de la Cour Suprême, jugeant qu'une grande partie des tarifs instaurés par l'administration Trump était illégale, remettant potentiellement en cause près de 170 Mds USD de taxes perçues et instaurant à la place un tarif global de 10 %. Sur le plan macroéconomique, le PIB américain du 4 trimestre 2025 a fortement déçu à +1,4 % contre +2,8 % attendu, après un très solide 3 trimestre à +4,4 %. Le « shutdown » de fin d'année 2025 a pesé pour près d'un point sur la croissance, tandis que les dépenses des ménages et le commerce extérieur ont ralenti. Sur l'ensemble de l'année, l'économie n'a progressé que de +2,2 %, confirmant un ralentissement cyclique.

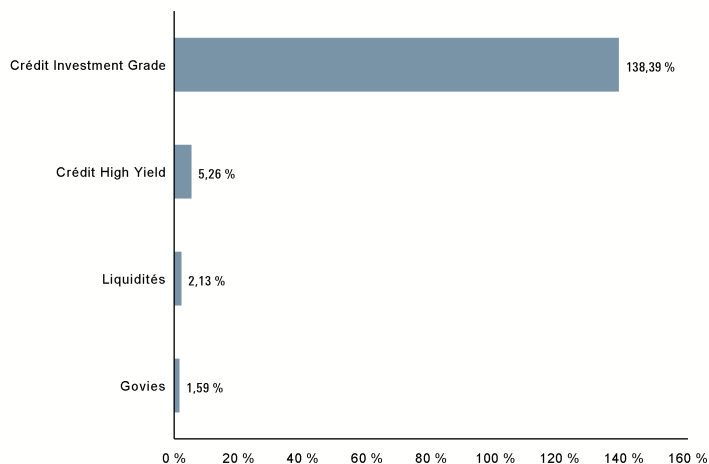
La Fed a adopté un ton nettement moins accommodant, indiquant que les « baisses de taux préventives » appartiennent au passé et qu'elle pourrait même remonter ses taux si l'inflation ne reflue pas suffisamment. Les marchés continuent néanmoins d'anticiper jusqu'à trois baisses en 2026, mais avec une probabilité réduite. Côté inflation, l'indice CPI de janvier a été publié à +2,4 %, légèrement sous les attentes, tandis que l'inflation sous-jacente reste élevée à +2,5 %.

Sans surprise, la BCE a maintenu ses taux inchangés en février, confirmant son biais accommodant. L'institution a insisté sur la résilience de l'économie européenne, mais également sur un environnement extérieur très incertain, notamment du fait des tensions tarifaires et géopolitiques. Le PIB de la zone euro au T4 2025, confirmé à +1,3 % en rythme annuel, est conforme aux attentes. L'inflation harmonisée recule nettement à 1,66 % en janvier (vs 1,97 % en décembre), tandis que l'inflation sous-jacente se stabilise autour de 2,18 %. Le PMI composite final de janvier ressort à 51,3, légèrement en retrait, tandis que la lecture préliminaire de février s'améliore à 51,9, signe d'une dynamique d'activité lente mais durable.

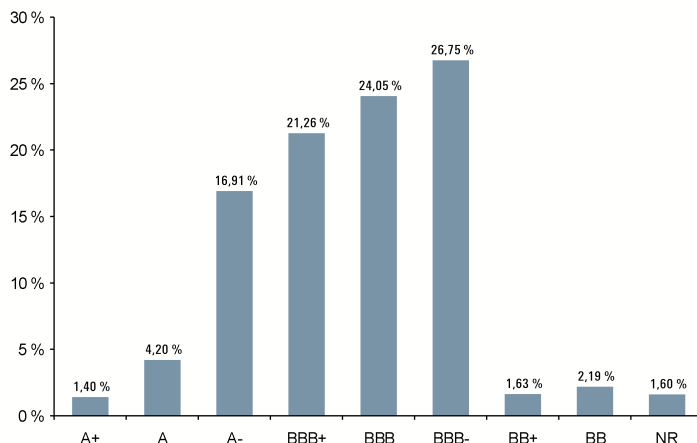
Enfin, l'environnement géopolitique s'est fortement détérioré en fin de mois, avec l'intensification des tensions entre les États-Unis, l'Iran et Israël, allant jusqu'à des frappes militaires et le blocage du détroit d'Ormuz, véritable artère du commerce maritime mondial.

Les marchés obligataires ont évolué dans un contexte de forte dispersion entre zones géographiques, affectés par la géopolitique et les craintes liées aux marchés de la dette privée. Les rendements obligataires souverains ont reculé en zone euro, tandis qu'ils ont progressé aux États-Unis. Le taux à 10 ans américain a reculé de 0,30 % pour atteindre 3,94 %, alors que le Bund à 10 ans a baissé de 0,20 % à 2,64 %. Les spreads de crédit ont, quant à eux, augmenté de 9 pbs sur l'Investment-Grade et de 23 pbs sur le High-Yield. Sur le mois de janvier, le marché du High-Yield affiche une performance de 0,12 %, et le marché Investment-Grade progresse de 0,55 %. La performance des marchés obligataires a été portée par la baisse des taux sans risque, alors que les primes de crédit s'élargissent légèrement.

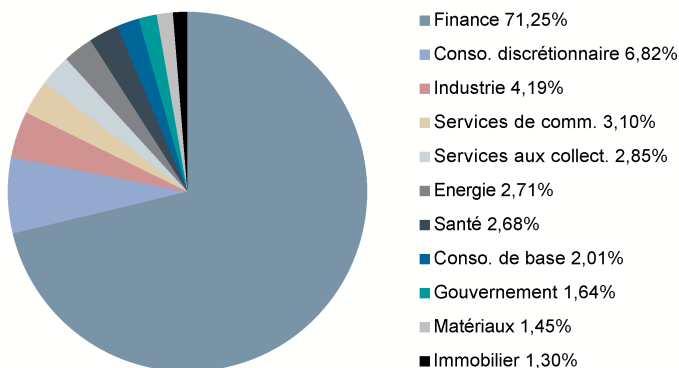
Répartition par classes d'actifs



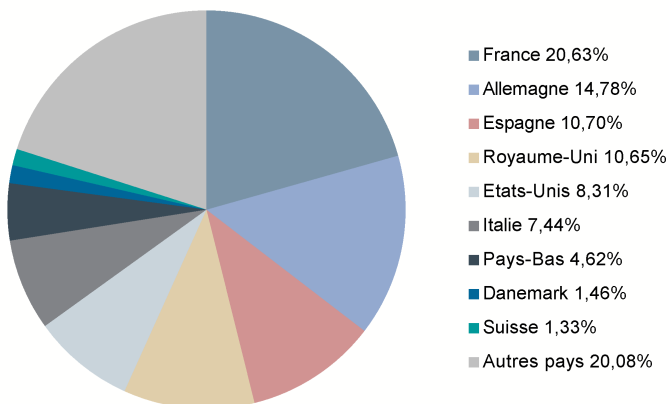
Répartition par notations de la poche obligataire



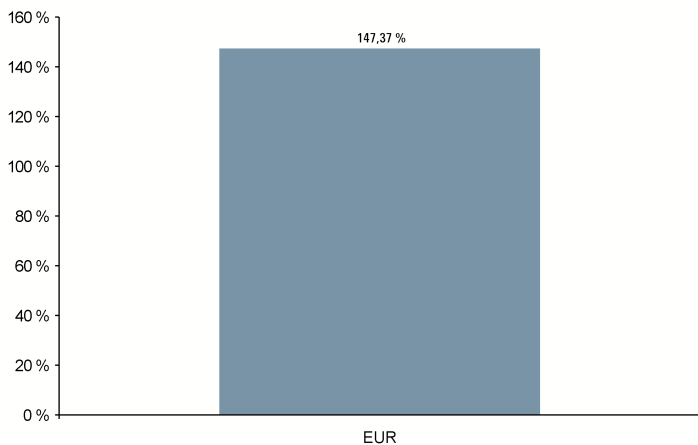
Répartition sectorielle de la poche obligataire



Répartition géographique de la poche obligataire



Répartition par devises



TOP 10 principales positions

Titre	Poids (% actif net)
BELFIUS SANV 1.25% 06-04-34	1,99%
BARRY CAL 4.0% 14-06-29	1,95%
STELLANTIS NV 3.375% 19-11-28	1,95%
MUNICH RE 3.25% 26-05-49	1,79%
ERSTE GR BK 4.0% 07-06-33 EMTN	1,78%
BANC SA 3.25 04-29	1,77%
CELL TE 1.875 06-29	1,71%
ACCOR 2.375% 29-11-28	1,71%
BNP PAR 1.125% 17-04-29 EMTN	1,66%
ROMA GO 5.5 09-28	1,59%
Total	17,90%

Glossaire

Volatilité :

La volatilité est une estimation du risque d'un investissement, elle est représentée par le Lognormal de l'Ecart-Type annualisé de la performance du fonds. L'écart-type est la racine carrée de la variance des points de données par rapport à la moyenne. Plus l'amplitude des performances est grande, plus la volatilité du fonds est élevée et donc plus ce fonds est risqué.

Ratio de Sharpe :

Le Ratio de Sharpe indique si le rapport entre le risque d'un fonds et sa performance est bon ou mauvais, le principe sous-jacent étant que le gestionnaire aurait pu investir dans un actif sans risque. Dans ce but, la performance de l'actif sans risque est soustraite à la performance annualisée. Cette performance nette est ensuite divisée par le risque, représenté par la volatilité annualisée. Plus le ratio est élevé, meilleur est le fonds. Un ratio négatif indique que le Fonds a été moins performant que l'actif sans risque.

Indice de référence :

Par exemple un indice obligataire ou un portefeuille d'indices, utilisé pour comparer la performance d'un portefeuille. Si le benchmark est un indice, on parle d'indice de référence.

Risque :

Eventualité que survienne un dommage ou une perte en capital en raison, par exemple, d'une baisse du cours d'un titre ou de l'insolvabilité d'un débiteur. Dans la théorie des marchés financiers, le risque d'un placement ou d'un portefeuille se mesure à l'ampleur des fluctuations de rendement attendues.

Obligations "Cocos" :

Les obligations contingentes convertibles sont des obligations perpétuelles, rachetables au gré de l'émetteur par une options d'achat de maturité définie lors de l'émission.

Duration et sensibilité :

La duration indique en années la durée d'immobilisation du capital d'une obligation. Contrairement à la durée de vie résiduelle, le concept de duration tient également compte de la structure temporelle des retours de capitaux (par ex. paiement de coupons). La duration moyenne du portefeuille résulte de la moyenne pondérée de la duration des divers titres. La sensibilité taux permet de mesurer le risque lié aux variations de taux. Ainsi, une sensibilité taux de +2% signifie que, pour une hausse instantanée (resp. baisse) de 1% des taux, la valeur du portefeuille baisserait (resp. monterait) de 2%.

Rendement actuariel à maturité :

Le taux de rendement actuariel correspond au taux d'intérêt que percevrait un investisseur qui détiendrait une obligations jusqu'à son terme.

Rendement au pire :

Le Yield to worst est potentiellement le plus faible taux de rendement actuariel que peut recevoir un investisseur sur une obligation sans défaillance de l'émetteur. Celui-ci prend notamment en compte la possibilité d'un rappel d'obligation, c'est-à-dire la possibilité pour l'émetteur de rembourser l'obligation avant l'échéance.

Catégorie Investment Grade :

La catégorie Investment Grade correspond aux notations des agences de rating situées entre AAA et BBB- selon l'échelle de Standard & Poor's. Elles correspondent à un faible niveau de risque de défaut.

Catégorie High Yield (Haut rendement - spéculatif) :

La catégorie High Yield ou « Haut rendement » correspond aux notations des agences de rating inférieures à la catégorie Investment Grade (BBB- selon Standard & Poor's ou équivalent). Elles correspondent à un niveau de risque spéculatif.

Avertissements

Ce document est non contractuel. En cas de désaccord ou litige émanant de ce document, le prospectus complet fait foi. Le présent document est fourni à titre exclusivement informatif. Ce document a été élaboré par UBS LA MAISON de Gestion, société de gestion au capital de 1 167 600 euros, ayant son siège au 39 rue du Colisée 75008 Paris (381 950 641 RCS Paris) agréée par l'Autorité des Marchés Financiers en qualité de société de gestion de portefeuille en date du 20 juillet 2004 sous le numéro GP 04000042. Il ne constitue en aucun cas une offre ou un appel d'offre, ni même un conseil pour acheter ou vendre quelque placement ou produit spécifique que ce soit dans une quelconque juridiction. UBS LA MAISON de Gestion n'assume aucune responsabilité concernant l'exactitude, l'exhaustivité ou la pertinence des informations établies, bien que ces informations proviennent de sources externes réputées fiables. Sous réserve du respect des obligations légales ou réglementaires à sa charge, UBS LA MAISON de Gestion ne pourra être tenue responsable des conséquences financières ou de quelque nature que ce soit résultant de toute transaction relative au produit ou de tout investissement dans ce produit.

Il convient pour chaque produit de se reporter, préalablement à toute décision d'investissement ou de désinvestissement, aux documents d'information légaux (DIC1, prospectus) ainsi qu'au dernier état périodique. Vous pouvez obtenir ces informations en accédant librement à notre site Internet : <http://www.lamaisondegestion.com>. Ces documents, ainsi que le dernier rapport annuel de chaque produit, qui comportent des informations en termes de risques, de commissions et de coûts, peuvent également être obtenus sur simple demande écrite à l'adresse suivante : UBS LA MAISON de Gestion, 39 rue du Colisée 75008 Paris. La souscription des parts/actions de l'OPC est permise uniquement aux investisseurs n'ayant pas la qualité de « U.S. Person » (telle que cette expression est définie dans la réglementation financière fédérale américaine et reprise dans le prospectus) et dans les conditions prévues par le prospectus de l'OPC. UBS LA MAISON de Gestion attire votre attention sur le fait que la valeur d'une action de SICAV ou d'une part de FCP est soumise à l'évolution des marchés financiers et enregistre des fluctuations. Tout investissement dans des OPC peut comporter un risque plus ou moins important selon les marchés d'investissement y compris celui de la perte totale et soudaine de son investissement par l'investisseur. La performance passée ne saurait préjuger des résultats futurs. La performance représentée ne tient pas compte de commissions et de frais éventuels prélevés lors de la souscription et du rachat de parts. Le présent document a été établi indépendamment d'objectifs d'investissement spécifiques ou futurs, d'une situation financière ou fiscale particulière, de l'expérience et de la compréhension des produits financiers ou des besoins propres à un destinataire précis. Le traitement fiscal dépend de la situation de chaque client et est susceptible d'être modifié ultérieurement.